

Le regard des Français et des Allemands sur les relations franco-allemandes et les politiques énergétiques des deux pays

Sondage Harris Interactive pour La Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne

Enquête réalisée par téléphone,

- En France du 25 au 29 septembre auprès d'un échantillon de 1006 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus,
- En Allemagne du 22 septembre au 4 octobre, auprès d'un échantillon de 1000 individus représentatifs de la population allemande âgée de 18 ans et plus.
- Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

A la demande de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne et dans le cadre de la préparation du 3ème Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand « *Croissance durable, compétitivité, solidarité : quelle stratégie énergétique pour l'Europe ?* », Harris Interactive a interrogé deux échantillons représentatifs de Français et d'Allemands afin de **mettre au jour leur perception des relations franco-allemandes ainsi que leur appréciation des politiques énergétiques des deux pays.**

Cette enquête s'inscrit **dans la continuité d'une précédente mesure réalisée en septembre 2011** qui avait pour thèmes les relations franco-allemandes et l'intégration. Depuis cette date, la France a élu un nouveau Président de la République et s'est dotée d'un gouvernement d'alternance incluant des ministres écologistes. Ce gouvernement, qui a organisé une conférence environnementale dès septembre, a affirmé sa volonté de réduire la part du nucléaire dans le mix énergétique français, sans renoncer à la primauté de cette source d'énergie. L'Allemagne a, quant à elle, connu des élections régionales qui ont fragilisé la coalition dirigée par la chancelière Angela Merkel, et s'est engagée dans une transition énergétique assez radicale dont le but est l'abandon complet du nucléaire d'ici 2022 ainsi que la forte réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays.

Au niveau européen, **la crise économique et financière a mis en exergue les différences de vues sur le rôle de l'Europe** en matière de soutien aux pays-membres, François Hollande et Angela Merkel défendant des positions parfois difficilement conciliables. Et le nouveau traité budgétaire européen, dont l'entrée en vigueur est prévue

pour le 1er janvier 2013 et déjà approuvé par le Bundestag et le Bundesrat en juin dernier, suscite des réactions contrastées dans l'hexagone. Dans ce contexte parfois tendu, comment les Français et les Allemands perçoivent-ils les relations entre les deux pays et que nous apprennent leurs regards croisés sur le rôle de l'Europe en matière économique et énergétique ?

Que retenir de cette enquête ?

- Soulignons en premier lieu que si des différences de niveaux sont parfois observables, **les réponses données par les Français et celles données par les Allemands convergent sur un grand nombre de points.**
- Comme en 2011, les Français et les Allemands perçoivent leurs deux pays comme **partenaires privilégiés au sein de l'Union européenne.** Cependant, **les deux populations préjugent d'une dégradation des relations entre les deux pays au cours des douze derniers mois** (les Français de manière plus prononcée que les Allemands) **et accordent à ces relations une importance un peu moindre pour l'avenir de l'Union Européenne.** En dépit de ces évolutions à la baisse, les jugements demeurent globalement positifs, qu'ils sanctionnent la qualité de ces relations ou leur degré d'importance, signe que le couple franco-allemand demeure aux yeux des deux nations un moteur de l'Europe.
- En France comme en Allemagne, **les populations rencontrent une difficulté à trancher les prérogatives des Etats et de l'UE :** un tiers souhaitant le renforcement des pouvoirs de l'UE, un tiers au contraire leur limitation, le dernier tiers optant pour le statu quo. Et si le principe d'un contrôle européen des politiques budgétaires et économiques est accepté par une majorité relative dans les deux pays, notons l'existence en France d'une large frange de la population – soutenant les partis aux extrémités de l'échelle politique - refusant cet encadrement et souhaitant voir les pouvoirs de l'Europe décroître.
- **En matière énergétique, les Allemands se déclarent plus satisfaits de la politique menée par leur pays que les Français.** Les premiers soutiennent en effet très largement la décision de leurs dirigeants d'abandonner le nucléaire tandis que les seconds se montrent plus ambivalents, approuvant la décision du gouvernement français de conserver le nucléaire mais étant également une courte majorité à estimer positive la décision allemande d'abandonner l'énergie nucléaire à l'orée 2022.

- Les Français et les Allemands estiment que **c'est avant tout le coût de l'énergie qui doit guider les politiques énergétiques. Les Allemands mettent ensuite davantage l'accent sur la protection de l'environnement et la garantie des approvisionnements, tandis que les Français insistent plus sur la sûreté des installations de production**, ces réponses découlant sans doute en partie des positions différentes des deux pays sur l'énergie nucléaire. De ce fait, **les Français sont plus nombreux à conditionner la transition énergétique à la maîtrise des prix de l'énergie**, quand un tiers des Allemands, plus soucieux des conséquences environnementales, en font une priorité absolue quel que soit l'impact sur les prix.
- Notons enfin que sur la question énergétique, **les Allemands apparaissent un peu moins favorables que les Français à une concertation au niveau européen**. Alors qu'ils apparaissaient plus favorables à une intégration européenne concernant les politiques économiques et budgétaires, ils semblent considérer que les politiques ayant trait au mix énergétique des pays sont et doivent rester du ressort national.

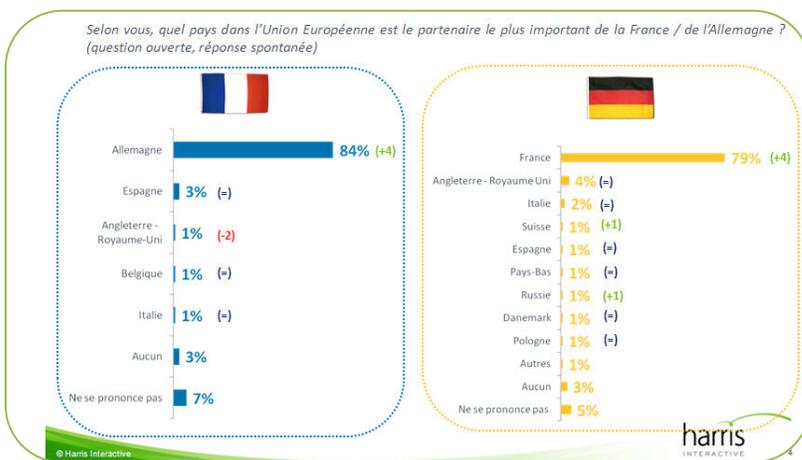
Dans le détail :

Partie 1 : Les relations franco-allemandes et la construction européenne

Malgré les différences de points de vue parfois affichées par leurs dirigeants, l'Allemagne et la France demeurent des partenaires incontournables en Europe aux yeux de leurs habitants

En 2011, les Français et les Allemands se désignaient les uns les autres comme des partenaires privilégiés au sein de l'Union Européenne. En 2012, en dépit de divergences parfois exprimées par leurs dirigeants notamment concernant le rôle de la Banque Centrale Européenne ou l'introduction d'euro-obligations communes à tous les pays de la zone euro, le couple franco-allemand demeure selon les habitants de ces pays un fondement de l'Europe. En effet, **84% des Français (+4 points) désignent spontanément l'Allemagne comme le partenaire le**

plus important de la France au sein de l'Union Européenne, la réciproque étant vraie pour 79% des Allemands (+4 points). Plus encore que l'année dernière, et dans des proportions très proches dans les deux pays, la France et l'Allemagne sont donc perçus comme des partenaires privilégiés. Aucun autre pays n'est cité de manière spontanée par plus de 4% des répondants.

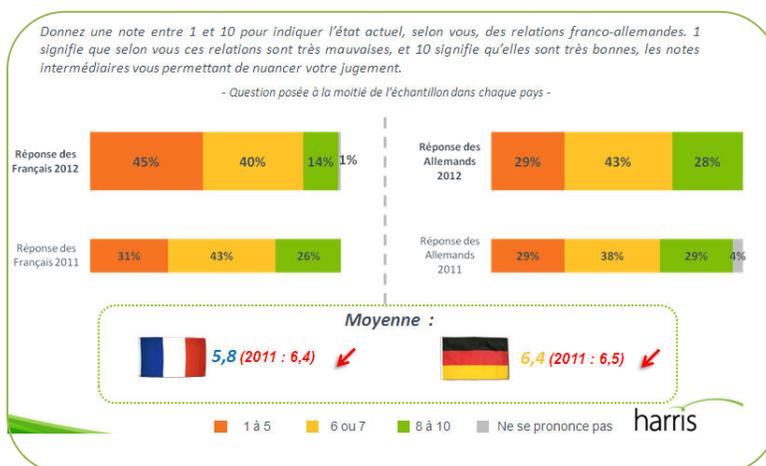


Dans le détail, **toutes les catégories de population établissent ce lien puissant, mais de manière encore plus prononcée à la Droite de l'échiquier politique.** Ainsi, 95% des sympathisants UMP en France et 81% des sympathisants de la CDU / CSU en Allemagne citent l'autre pays. 87% des sympathisants socialistes (-2 points par rapport à 2011) désignent également l'Allemagne et ce alors même que les relations entre François Hollande et Angela Merkel ont été parfois présentées comme tendues. Comme en 2011, notons que les membres des catégories supérieures (89%), les Français les plus diplômés (94%) et les plus aisés (92%) citent davantage l'Allemagne que la moyenne des répondants. Soulignons enfin que les jeunes Allemands sont un peu moins nombreux que leurs aînés à considérer la France comme le premier partenaire de l'Allemagne en Europe (72% contre 81% des personnes de 50 à 64 ans).

Français et Allemands jugent néanmoins que les relations entre les deux pays sont un peu moins bonnes que l'année dernière et leur accordent un peu moins d'importance

Si les Français et les Allemands se considèrent toujours comme des partenaires privilégiés au sein de l'Union Européenne, ils notent cependant une dégradation des relations entre les deux pays et semblent accorder un peu moins d'importance à ce duo pour l'avenir de l'Union Européenne que l'année dernière.

Invités à noter l'état des relations franco-allemandes de 1 à 10 (1 signifiant que selon eux les relations sont très mauvaises et 10 qu'elles sont très bonnes, les notes intermédiaires permettant de nuancer le jugement), les Français attribuent cette année une note moyenne de 5,8 contre 6,4 l'année dernière, et les Allemands une note moyenne de 6,4 contre 6,5 en 2011. Dans le détail, 45% des Français estiment que ces relations méritent une note inférieure ou égale à la moyenne (+14 points), tandis que 40% donnent la note de 6 ou 7 (-3 points), et seulement 14% une note comprise entre 8 et 10 (-12 points). Les Allemands sont un peu moins sévères, une proportion équivalente à celle de l'année dernière, soit 29%, accordent à ces relations une note de 1 à 5, 43% (+5 points) une note de 6 ou 7 et 28% (-1 point) une note de 8 à 10. Ce sont donc surtout les Français qui considèrent que les relations entre les deux pays se sont dégradées au cours



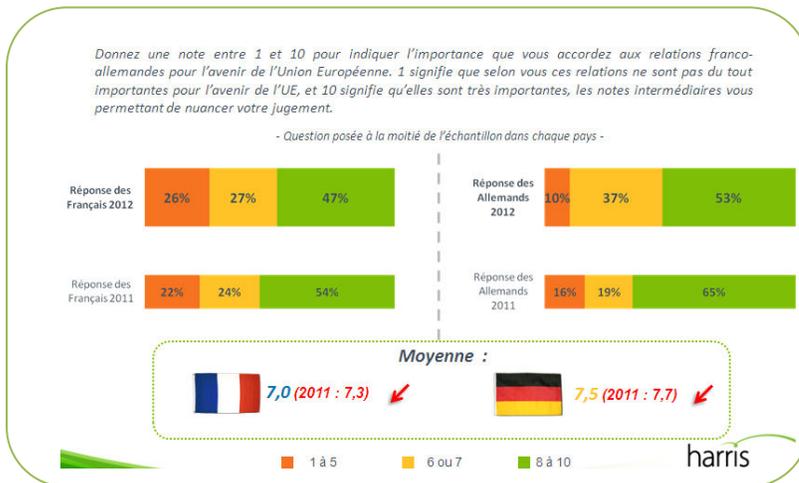
des douze derniers mois. Peut-être que les relations établies entre la France et les autres pays européens, par exemple avec l'Espagne et l'Italie lors du dernier sommet Européen ou à travers les rencontres bilatérales organisées par François Hollande à l'Élysée, ont pu contribuer à cette – légère – distanciation avec l'Allemagne.

On constate qu'en France, ce sont les personnes appartenant aux tranches d'âges intermédiaires et les catégories populaires ainsi que les sympathisants de Droite qui attribuent les notes les plus faibles et dénoncent le plus la dégradation des relations (respectivement 5,5 pour les 30-39 ans ; 5,4 pour les CSP- et 5,6 pour les sympathisants de Droite), avec des baisses de l'ordre d'un demi-point à un point et demi. En Allemagne, ce sont les jeunes de 18 à 29 ans, qui nous l'avons vu désignent un peu moins la France comme un partenaire privilégié, qui notent un peu plus durement ces relations franco-allemandes (5,9 contre 7 l'année dernière). A l'inverse de

la France, les travailleurs appartenant aux catégories populaires notent en revanche mieux ces relations (6,8 contre 6,1 l'année dernière).

Invités également à noter l'importance de ces relations pour l'avenir de l'Union Européenne (1 signifiant que ces relations ne sont pas du tout importantes et 10 qu'elles sont très importantes à leurs yeux), les Français et les

Allemands font le constat d'une relation un peu moins fondamentale qu'en 2011, même si les notes attribuées restent élevées. Ainsi, les Français estiment cette importance à travers une note moyenne de 7 contre 7,3 l'année dernière, et les Allemands avec une note moyenne de 7,5 contre 7,7 l'année dernière. Dans le détail, 26% (+4) des Français et seulement 10% des Allemands (-6 points) considèrent les relations franco-allemandes pas



ou peu importantes pour l'avenir de l'UE, en donnant une note comprise entre 1 et 5. 27% des premiers (+3) et 37% des seconds (+18) les jugent assez importantes avec une note de 6 ou 7 et respectivement 47% (-7) et 53% (-12) très importantes avec une note entre 8 et 10. Si pour la mesure française, les évolutions restent assez limitées, notons qu'en Allemagne, on observe par rapport à 2011 une forme de « moyennisation » de l'opinion, une plus grande partie des interviewés se reportant sur les notes intermédiaires. Ce résultat traduit peut-être **une forme de prudence vis-à-vis de l'avenir**, les Allemands considérant aujourd'hui la France comme leur partenaire privilégié mais ne souhaitant pas faire des relations franco-allemandes apaisées une condition unique et nécessaire du bon fonctionnement de l'Union Européenne. Nuançons toutefois cette hypothèse par le niveau toujours élevé de ces notes, particulièrement en Allemagne, ce qui reflète aujourd'hui le rôle moteur du couple franco-allemand dans la construction européenne selon les habitants des deux pays.

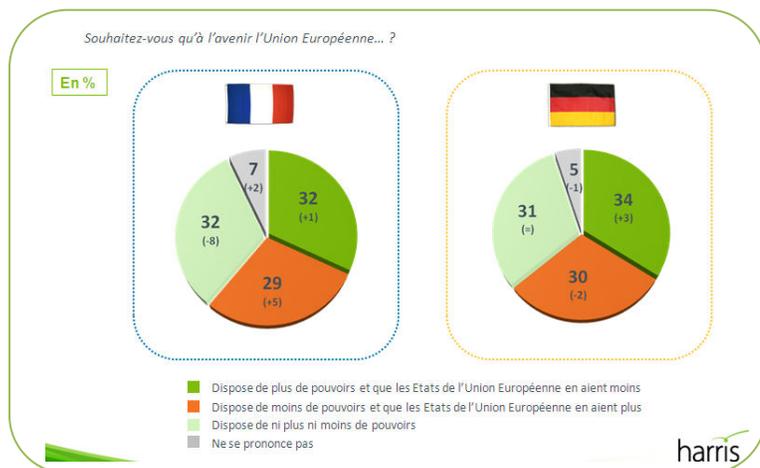
Dans le détail, on constate qu'en France, ce sont les hommes qui considèrent le plus les relations franco-allemandes comme importantes pour l'avenir de l'Union Européenne (7,2 contre 6,8 pour les femmes), alors qu'en Allemagne, ce sont plutôt les femmes (7,6 contre 7,4 pour les hommes). Autre différence entre les deux pays : en France, l'importance accordée à ces relations croît avec l'âge tandis qu'en Allemagne, c'est parmi les personnes de 30 à 39 ans qu'elle est le plus nettement reconnue. Et si la catégorie socio-professionnelle influe peu sur les réponses des Allemands, celles-ci diffèrent en France que l'on soit cadres (7,4) ou professions

intermédiaires (6,5) ou encore ouvriers (6,6). Mais **c'est la proximité politique qui contribue le plus à expliquer les opinions émises** : ainsi, en France, ce sont les sympathisants de **Droite** qui accordent le plus d'importance à ces relations (7,5) devant les sympathisants de Gauche (6,9) et d'Extrême-Droite (6,4). Notons les baisses assez fortes enregistrées auprès de cette dernière catégorie de population. En Allemagne, ce sont à l'inverse les partisans de Gauche qui accordent la plus grande importance aux relations tissées avec la France (8,2, +0,5 par rapport à 2011 pour les proches de « Die Linke », 7,6 pour ceux du SPD) devant les sympathisants de la coalition CDU / CSU (7,5, -0,7 par rapport à 2011). On peut émettre l'hypothèse que les sympathisants de Droite français voient plus positivement que le reste de la population le rapprochement avec l'Allemagne qui défend une Europe plus libérale, tandis que les sympathisants de gauche allemands apprécieraient, encore plus que l'année dernière, un rapprochement avec la France et son nouveau gouvernement, qui ambitionne de défendre une Europe plus « sociale ».

En France comme en Allemagne, une opinion toujours partagée quant à l'évolution des prérogatives de l'Union européenne bien que le principe d'un contrôle européen des politiques budgétaires et économiques soit majoritairement accepté

Si l'Union Européenne, ses attributions et le fonctionnement de ses institutions, ont fait l'objet de nouveaux débats au cours de l'année écoulée en raison des questions de plus en plus prégnantes posées par la crise de l'euro, **les positions ont relativement peu évolué sur les pouvoirs à attribuer à l'UE et montrent toujours des opinions publiques profondément divisées**. En effet, 32% des Français et 34% des Allemands déclarent souhaiter que l'Union Européenne dispose de plus de pouvoirs face aux Etats (soit des proportions respectivement en hausse de 1 et de 3 points),

quand à l'inverse 29% des Français (+5 points) et 30% des Allemands (-2 points) indiquent souhaiter qu'elle dispose de moins de pouvoirs et que ceux des Etats membres soient renforcés. Le tiers restant dans chacun des pays se dit favorable au statu quo. Ainsi, **si l'idée d'intégration européenne continue de progresser légèrement en Allemagne, le constat s'avère un peu plus**

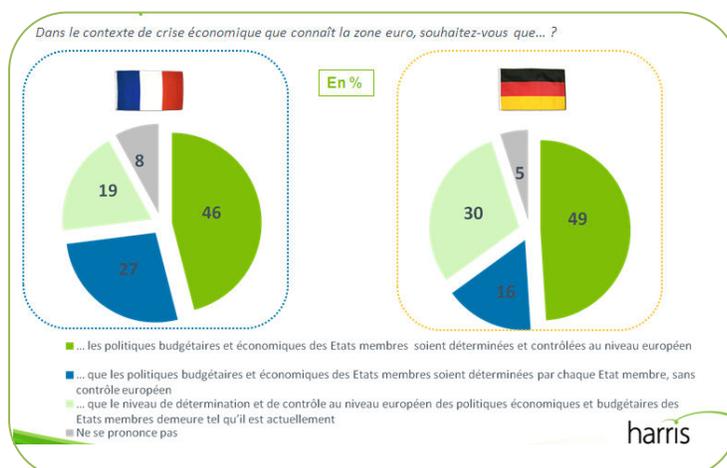


néгатif en France avec une poussée du nombre de personnes souhaitant une limitation des prérogatives de l'Union Européenne.

Cette progression s'observe y compris, voire surtout, parmi des populations qui ne sont pourtant pas traditionnellement anti-européennes, à savoir les personnes de 50-64 ans (37%, +6 points), les membres des catégories supérieures (33%, +6 points) et les personnes appartenant aux foyers les plus aisés (36%, +7 points), signe que les difficultés de l'Union Européenne face à la crise de l'euro pénalise en France l'idée de la poursuite de la construction européenne même dans les rangs des habituels « pro-européens ».

Cette année, les habitants ont également été interrogés sur le niveau de détermination et de contrôle des politiques budgétaires et économiques. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, actuellement en ratification dans plusieurs pays, prévoit des règles communes de gouvernance économique et budgétaire. Il envisage également une plus grande coordination et convergence des politiques économiques des Etats membres, qui seront tenus de communiquer leurs plans nationaux d'émissions de dette publique et de s'assurer que les grandes réformes économiques qu'ils envisagent d'entreprendre soient débattues et, au besoin, coordonnées au niveau européen. Quelles réactions ce principe de coordination et de contrôle accrus suscite-t-il au sein des deux pays ?

En Allemagne, environ un habitant sur deux déclare souhaiter que les politiques budgétaires et économiques des Etats membres soient déterminées et contrôlées au niveau européen. Seuls 16% souhaitent au contraire que chaque Etat puisse librement en décider, sans contrôle européen et 30% désirent que la détermination et le contrôle de ces politiques au niveau européen demeure au niveau



En France, la proportion de ceux qui souhaitent une libre détermination des Etats est plus forte, 27%, quand 19% optent pour le statu quo et 46% défendent l'idée d'une plus grande coordination et d'un contrôle accru de l'Union Européenne sur les politiques économiques et budgétaires des Etats membres¹.

On le voit, **bien qu'il demeure minoritaire, le désir de revenir à une moindre intégration économique européenne est plus important en France qu'en Allemagne.** Ce souhait est surtout revendiqué par les sympathisants des partis de la Gauche de la Gauche (39% pour le Front de Gauche) ou de l'Extrême-Droite (37% pour le Front National), et leurs soutiens des catégories populaires (35%, dont 42% des ouvriers). Ces deux partis, à l'opposé sur l'échiquier politique, portent tous deux l'idée que le nouveau traité budgétaire européen

¹ Rappelons que l'enquête a été réalisée avant que ne se déroule, en France, le vote sur le TSCG au Parlement.

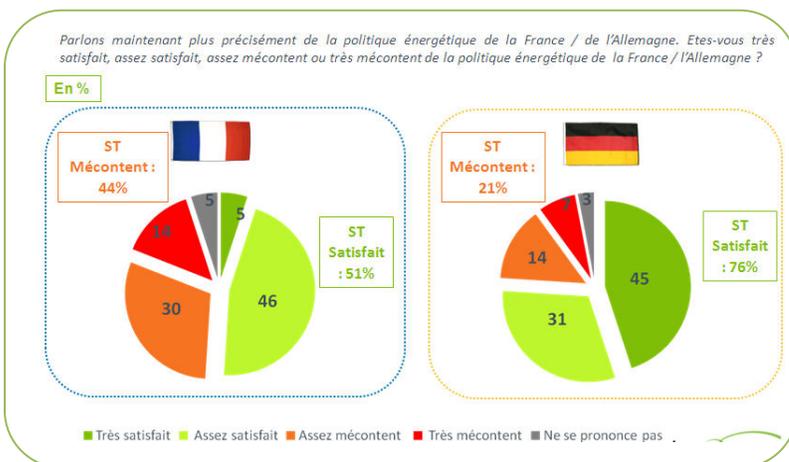
constitue une atteinte à la souveraineté nationale et une imposition des vues libérales. En Allemagne, aucun parti ne semble focaliser ce sentiment, qui présente alors moins d’emprise dans la société germanique.

Partie 2 : Les politiques énergétiques françaises et allemandes

Les Allemands se déclarent plus satisfaits de la politique énergétique de leur pays que les Français, et soutiennent largement la décision d’abandonner le nucléaire tandis que les Français se montrent plus ambivalents

Trois-quarts des Allemands se montrent satisfaits de la politique énergétique de leur pays, dont même 45% très satisfaits. Toutes les catégories de population sont majoritairement satisfaites à l’exception des sympathisants de Die Linke. Les sympathisants du FDP l’approuvent à hauteur de 66%, les écologistes à hauteur

de 79%, les proches du SPD à hauteur de 82% et ceux de la CDU / CSU à hauteur de 88%. **Les Français sont beaucoup plus partagés, seuls 51% se déclarant satisfaits de la politique énergétique française contre 44% mécontents.** En outre, notons que seuls 5% d’entre eux se déclarent très satisfaits de la politique énergétique de la France. Dans le détail, les plus critiques se retrouvent parmi les personnes de 40 à 49 ans (53% de mécontents), les membres des catégories populaires (48%), les habitants de l’Est (55%), les personnes ayant au moins un enfant (48%) et surtout les sympathisants d’Europe Ecologie – Les Verts (70%).



de 79%, les proches du SPD à hauteur de 82% et ceux de la CDU / CSU à hauteur de 88%. **Les Français sont beaucoup plus partagés, seuls 51% se déclarant satisfaits de la politique énergétique française contre 44% mécontents.** En outre, notons que seuls 5% d’entre eux se déclarent très satisfaits de la politique énergétique de la France. Dans le détail, les plus critiques se retrouvent parmi les personnes de 40 à 49 ans (53% de mécontents), les membres des catégories populaires (48%), les habitants de l’Est (55%), les personnes ayant au moins un enfant (48%) et surtout les sympathisants d’Europe Ecologie – Les Verts (70%).

Si l’énergie nucléaire n’est pas le seul prisme à travers lequel lire la politique énergétique des deux pays, force est de constater que **les Allemands soutiennent largement la décision de leurs dirigeants de renoncer à l’énergie nucléaire, tandis que les Français se montrent beaucoup moins assurés de la décision française de conserver cette énergie.** En effet, 78% des Allemands considèrent que l’abandon de l’énergie nucléaire dans leur pays est une bonne chose, et même 44% une très bonne chose. Une proportion identique considère par conséquent que la décision de la France de maintenir le nucléaire comme la source principale de production d’énergie est une mauvaise chose (77%, dont 33% une très mauvaise chose). Les Français font preuve d’une

moins de cohérence idéologique et d'une plus grande prise en compte des particularismes nationaux, considérant comme une bonne chose à la fois la décision de la France de conserver le nucléaire (64%, dont 18% très bonne chose), mais aussi celle de l'Allemagne d'y renoncer (53%, dont 20% très bonne chose).

Dans le détail, on observe que les plus nombreux à soutenir l'arrêt du nucléaire en Allemagne sont les écologistes des deux pays (95% pour les sympathisants des Grünen et 69% des sympathisants des Verts). En Allemagne, cette décision fait la quasi-unanimité dans toute la population, même si elle est jugée davantage positivement à l'Ouest qu'à l'Est (82% contre 71%). En France, elle est appuyée davantage par les femmes et les parents, tandis que les hommes (50%), les plus âgés (53%) et les sympathisants de Droite (53%) estiment majoritairement qu'il s'agit d'une mauvaise chose.

Quant à la décision de la France de conserver le nucléaire, elle est à l'inverse dénoncée par les sympathisants écologistes français (72%) et allemands (91%) et soutenue en France davantage par les hommes, les personnes âgées, les plus aisés, les personnes sans enfant et les sympathisants de Droite. En Allemagne, toutes les catégories de répondants la désapprouvent.

Le coût de l'énergie et la protection de l'environnement sont deux facteurs importants à prendre en compte dans les politiques énergétiques, les Français accordant également une grande importance à la sûreté des installations et les Allemands à la garantie des approvisionnements

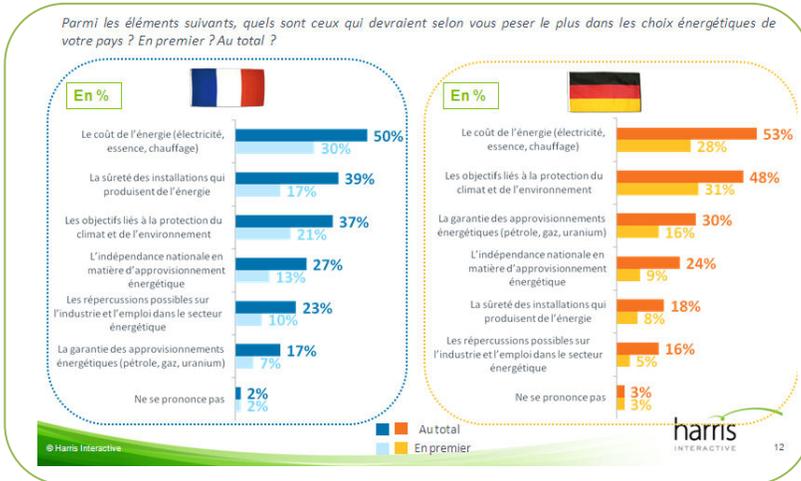
Français et Allemands font du coût de l'énergie le premier déterminant devant peser sur les choix énergétiques de leur pays : au total, 50% des premiers et 53% des seconds le citent comme un des deux critères les plus importants, et ils sont mêmes 30% et 28% à le citer en première position. Ce critère apparaît particulièrement crucial aux yeux des catégories populaires et des chômeurs.

Cependant, **les Allemands insistent quasiment au même niveau sur les objectifs liés à la protection du climat et de l'environnement** (48% au total, et 31% en premier) tandis que les Français citent un peu moins cet aspect (37% au total, et 21% en premier). Dans les deux pays, cet aspect est davantage mis en avant par les plus jeunes.

Les habitants de l'hexagone soulignent en deuxième **position l'importance de la sécurité des installations de production de l'énergie** (39% au total, 17% en premier), cette réponse étant sans doute liée à la décision de conserver l'énergie nucléaire et les inquiétudes soulevées par les incidents de Fukushima ainsi que les

interrogations sur la sécurité des centrales françaises. Notons que ce critère est davantage déterminant pour les femmes et les personnes âgées. En comparaison, cette réponse est moitié moins citée par les Allemands (18% au total, 8% en premier), les jeunes étant ceux lui accordant le plus de poids (27%) dans le pays. En revanche les

Allemands citent davantage la **garantie des approvisionnements énergétiques** (30% au total, 16% en premier), mise à mal dans leur pays par la décision contraire d'abandonner le nucléaire et la dépendance croissante en matière d'importation énergétique, quand cela constitue le dernier déterminant pour les répondants français (17% au total, 7% en premier). En Allemagne, cela préoccupe surtout les personnes de 40 à 49 ans, les plus diplômés



et les sympathisants du FDP.

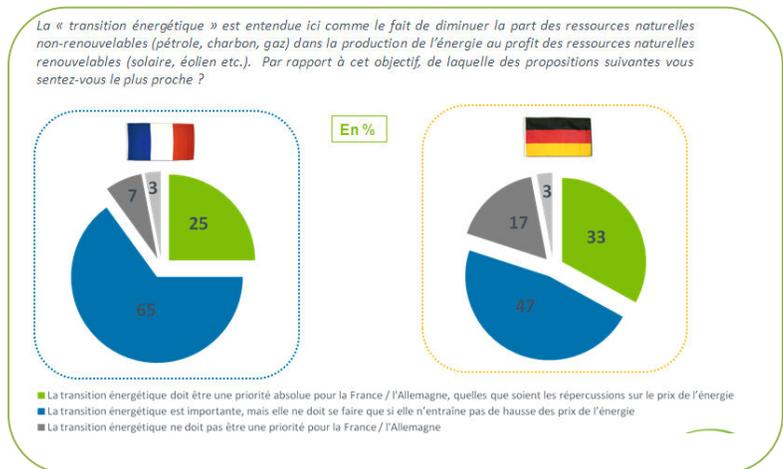
Environ un quart des répondants fait également de **l'indépendance nationale en matière d'approvisionnement énergétique** un critère devant peser sur les choix énergétiques (27% au total en France, 24% au total en Allemagne). En France, celui apparaît capital particulièrement aux yeux des sympathisants de Droite (32%). **Les répercussions possibles sur l'industrie et l'emploi dans le secteur énergétique** ne constituent pas aujourd'hui selon les répondants le critère le plus important à prendre en considération, 10% des Français le désignant en premier et 23% au total, ces proportions étant respectivement de 5% et 16% pour les Allemands. Constatons qu'en Allemagne, ce sont les sympathisants de Die Linke qui revendiquent le plus la prise en compte de ces conséquences dans l'élaboration de la politique énergétique, estimant sans doute que la transition énergétique n'est pas destructrice mais plutôt créatrice d'emplois.

Une transition énergétique importante à mener, mais seulement si cela n'a pas d'impact à la hausse sur le prix de l'énergie

Nous l'avons vu, le coût de l'énergie constitue l'élément le plus important à prendre en compte selon les répondants lorsque des décisions concernant la politique énergétique doivent être prises. C'est pourquoi les Français comme les Allemands conditionnent la transition énergétique - définie comme le fait de diminuer la part des ressources naturelles non-renouvelables (pétrole, charbon, gaz) dans la production de l'énergie au

profit des ressources naturelles renouvelables (solaire, éolien etc.) à la non-augmentation des prix de l'énergie. Ainsi, **65% des Français estiment que cette transition énergétique est importante mais ne doit se faire que si elle n'entraîne pas de hausse des prix de l'énergie**, quand 25% considèrent qu'elle est prioritaire quel que soit l'impact sur les prix et à l'inverse 7%

qu'elle ne doit pas constituer une priorité pour la France. **En Allemagne, où l'argument écologique pèse quasiment aussi lourd que l'argument économique dans la question précédente, les réponses sont moins unanimes, une majorité relative (47%) conditionnant néanmoins la transition énergétique à l'absence d'impact à la hausse sur les prix.** Un tiers estime en revanche qu'elle doit être achevée, même si elle a pour conséquence une hausse des prix et 17% (soit un chiffre significativement plus élevé qu'en France) n'en font pas une priorité.

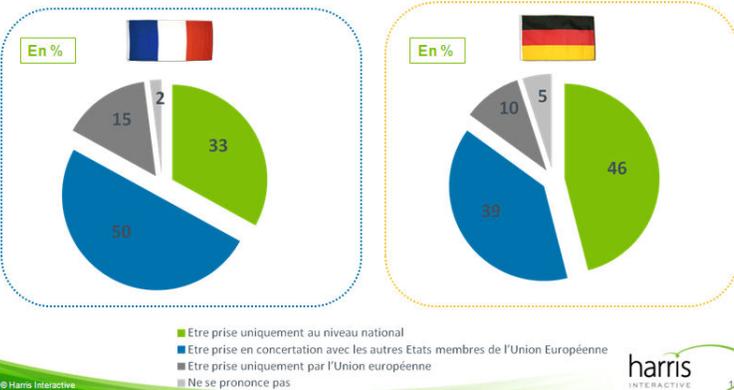


Dans le détail, les plus susceptibles en France de faire de la transition énergétique une nécessité quel que soit l'impact sur les prix sont les membres des catégories supérieures, les plus diplômés et les plus riches ainsi que les sympathisants de Gauche et les personnes aujourd'hui mécontentes de la politique énergétique du pays. Ceux qui au contraire imposent comme condition une absence de hausse des prix sont plus nombreux parmi les catégories populaires et les foyers aux revenus modestes, ainsi que parmi les sympathisants d'Extrême-Droite et de Droite. En Allemagne, les lignes de fracture ne passent pas nécessairement aux mêmes endroits, celles-ci dépendant plus de l'âge des répondants : en effet, 40% des jeunes font de la transition énergétique une priorité absolue quand les 40-49 ans posent majoritairement comme condition la maîtrise des prix de l'énergie. Politiquement, les Verts allemands sont plus nombreux que leurs homologues français à considérer que la transition écologique ne doit souffrir aucune condition (75% contre seulement 35% des sympathisants EELV), tandis que les sympathisants de la CDU / CSU ou du SPD ne la jugent importante qu'à la condition de limiter les prix. Quant aux sympathisants de Die Linke, ils ne la considèrent tout simplement pas comme prioritaire.

Sur la question énergétique, les Allemands apparaissent un peu moins favorables que les Français à une concertation au niveau européen

Alors que les Allemands se montraient légèrement plus favorables à un encadrement plus strict des politiques économiques et budgétaires au niveau européen, il n'en est pas de même concernant les politiques énergétiques. Ainsi, seuls **39% des Allemands souhaitent que les décisions engageant le mix énergétique des pays membres soient prises en concertation avec les autres pays de l'Union Européenne**, et 10% totalement

La part des différentes sources d'énergie (pétrole, charbon, gaz, nucléaire, renouvelables, hydraulique...) constitue le « mix énergétique » d'un pays. Au sein de l'Union européenne, lorsqu'un pays prend une décision qui engage son « mix énergétique », cette décision devrait-elle selon vous ... ?



décidées au niveau européen quand 46% estiment que ces décisions doivent être prises uniquement au niveau national. **50% des Français penchent en faveur d'une concertation européenne sur ce sujet**, 33% préférant que les décisions sur le mix énergétique soient prises uniquement au niveau national quand 15% voudraient les voir prises uniquement au niveau de l'Union

Européenne.

Ces résultats démontrent qu'il n'y a pas d'opposition de principe entre des Allemands plus pro-européens et des Français plus en retrait, les positions vis-à-vis de l'Europe pouvant différer selon les sujets traités, sans doute en ce qu'ils interrogent ou non les positions et les souverainetés nationales. Ainsi, seuls les partisans de Die Linke ou du parti Pirate sont significativement plus nombreux à défendre l'idée d'une concertation au niveau européen. En France, cette position est davantage soutenue par les personnes les plus âgées, les plus diplômés, les habitants de l'Ouest et les sympathisants de Gauche.

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom des clients – l'Institut Montaigne et la Fondation Genshagen -, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr